



ΣΣ Architecte

EIRL Elodie WININGER Architecte  
22 rue Dupont des Loges 57000 METZ

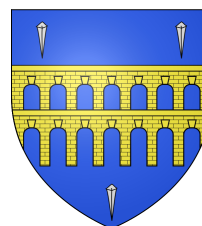
+33 (0) 6 24 73 04 49  
[wininge@architectes.org](mailto:wininge@architectes.org)

N° SIREN : 803 924 026

N° national: 081280


MAÎTRE D'OUVRAGE :

**MAIRIE DE AUDUN LE ROMAN**  
7 A Place du Général de Gaulle  
54560 AUDUN LE ROMAN



# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES POUR LA RÉNOVATION THERMIQUE DU GROUPE SCOLAIRE DE AUDUN LE ROMAN

19/10/2017



## 1 - OBJET DU MARCHÉ

### ■ Définition du marché

Objet : Le présent fascicule a pour objet les travaux de RÉNOVATION THERMIQUE du Groupe Scolaire de Audun le Roman.

Contractants : **MAIRIE AUDUN LE ROMAN**

Entrepreneurs séparés, mentionnés à la dernière page

Intervenants : Architecte : **EIRL Elodie WININGER**  
**22 rue Dupont des Loges 57000 METZ**

### ■ Nature du marché

Le marché est passé à prix global et forfaitaire pour la réalisation de l'ensemble des travaux nécessaires à la construction, bonne finition et utilisation des ouvrages, y compris les études nécessaires. Le prix est celui mentionné à l'Acte d'Engagement accepté.

### ■ Division des travaux

Lot n°01 ITE	Lot n°02 ISOLATION INT et COMBLES	Lot n°03 ISOLATION SOUS SOL
Lot n°04 CHAUFFAGE	Lot n°05 VENTILATION	Lot n°06 ENDUITS FAÇADES
Lot n°07 MENUISERIES EXT ALU		

## 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Pièces particulières :

- l'Acte d'Engagement (A.E.)
- le Règlement de la Consultation
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- la Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF)

Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (DTU)

Ces documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché.

En cas de contradiction ou de différences entre les pièces constitutives du marché, ce pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES

### ■ RÉPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé :

- soit au titulaire et à ses sous-traitants ;
- soit au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### ■ RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Dépenses d'investissements :

Sous le bénéfice des précisions figurant ci-après, les dépenses, dont la nature est indiquée ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu avec les entrepreneurs titulaires, chacun en ce qui concerne son lot, à savoir:

A la charge du lot 01 ITE :

- Etablissement du panneau de chantier
- Branchements provisoires sur les réseaux existants
- Etablissement des clôtures de chantier
- Installation d'éclairage et de signalisation
- Installation commune de sécurité et d'hygiène (et selon directives par le coordonnateur S.P.S)

A la charge de chaque entrepreneur :

- Frais d'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

Dépenses d'entretien :

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant. Les frais de nettoyage seront rémunérés par le compte prorata inter entreprises.

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'au centre de tri, sauf si des bennes sont mises en place au titre du compte prorata,
- Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

Nota: en application aux dernières directives ministérielles, le tri des déchets doit être mis en place par chaque entreprise.

Dépenses diverses - Compte prorata inter-entreprises font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminés, les dépenses indiquées ci-après :

- Consommation d'eau, d'électricité
- Evacuation des bennes et déchets de chantier
- Chauffage de chantier,
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en oeuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
  - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
  - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé,
  - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Toutes les fournitures et matériels demeurent jusqu'à la réception, aux risques exclusifs de l'entrepreneur chargé de leur mise en oeuvre.

L'entrepreneur titulaire du lot gros oeuvre procède au règlement des dépenses visées au premier alinéa, mais il peut demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectue en fin de chantier la répartition des dites dépenses en sous répartissant le montant entre toutes les entreprises proportionnellement aux montants des décomptes finals de leur marché.

La répartition et la participation des entreprises au financement du compte prorata fera l'objet d'une entente préalable inter entreprises avant le démarrage des travaux.

Le paiement par les entrepreneurs du compte prorata conditionnera le règlement de leur situation définitive.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

## ■ CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÉGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX DE RÉGIE

Modalités d'établissement des prix :

Les prix du marché sont hors T.V.A. et tiennent compte des sujétions techniques précisées dans le CCTP, des dépenses affectés dans le CCTP et le présent CCAP, des dépenses communes de chantier et celles qu'elles résultent de l'application des dispositions de la Convention pour l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata établi par l'Office du Bâtiment et des Travaux Publics.

Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés :

- ◇ par application d'un global et forfaitaire dont la décomposition est jointe à l'Acte d'Engagement

**Modification des travaux**

Les modifications ou prestations supplémentaires exceptionnelles qui pourraient être commandées par le Maître d'ouvrage en cours de chantier seront réglés par application:

- des prix unitaires indiqués à la décomposition du prix global et formant en ce seul cas, bordereau de prix unitaires, lorsque les travaux concordent avec ceux prévus dans ce document,
- à défaut, par assimilation aux prix unitaires ci-dessus énoncés et dans les mêmes conditions, à défaut, en cas d'impossibilité d'assimilation à ces prix unitaires, il sera fait application d'un prix convenu découlant d'une discussion sur le prix de revient, conformément aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G.

Ces prix seront toujours appréciés en valeur marché, sauf pour les ouvrages de fabrication spéciales qui seront arrêtés en valeur d'exécution.

**Modalités de règlement des comptes**

Les projets de décompte sont présentés dans les conditions prévues à l'article 13 du C.C.A.G., et selon modèle remis par le maître d'oeuvre

Le règlement des travaux se fait par des acomptes mensuels et un solde.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en oeuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le décret modifié n° 2002-232 du 21 février 2002 (JO du 22/02/02) relatives à la mise en oeuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics.

Le taux des intérêts moratoires prévu au II de l'article 5 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

**Approvisionnements**

Les approvisionnements dans les ateliers du titulaire ou sur chantier ne peuvent pas figurer dans les décomptes de travaux.

**■ VARIATION DANS LES PRIX**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

- mois d'établissement des prix :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois indiqué dans l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro ».

- choix de l'index de référence :

L'index choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national suivant : BT 01

- modalités de révision des prix :

La date d'établissement des prix est le dernier indice publié à la remise des offres.

Ce mois est appelé « Mo ».

Les prix sont révisables, par application de la formule paramétrique ci-après :

La révision est effectuée par application au prix du marché, une fois par an à la date anniversaire du marché, d'un coefficient donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \frac{Im1}{Im0}$$

Dans laquelle Im1 = dernier index publié.

Im0 = index de référence correspondant au mois « Mo » du marché.

L'indice de référence « I » choisi en raison de sa structure pour la révision des prix faisant l'objet du marché est l'indice BT 01

Il appartient au titulaire d'apporter tous les éléments de calcul à l'appui de sa demande de révision.

- application de la Taxe à la Valeur Ajoutée :

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A selon la réglementation en vigueur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

- délai de règlement :

Le délai de règlement des sommes dues est fixé au 30ème jour suivant la date de réception de la facture chez le maître d'oeuvre. Tout retard de paiement au-delà du délai prévu entraînera l'attribution d'intérêts moratoires qui seront calculés en fonction du nombre de jours de retard et appliqués au montant qui subit le retard. La formule de calcul est la suivante :

**Montant T.T.C. dû x (nombre de jours de retard / 365) x taux des intérêts moratoires applicable.**

Une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire dû dès le 1er jour de retard, viendra s'ajouter systématiquement aux pénalités de retard, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des intérêts moratoires.

## ■ PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

### • désignation de sous-traitants en cours de marché :

Le Titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve d'avoir obtenu du maître d'œuvre l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant doivent être demandés conformément à l'article 11 du C.C.A.G. Travaux.

Le sous-traitant devra justifier qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation pour travail illégal.

Le sous-traitant devra également fournir des références accompagnées d'attestations de maîtres d'ouvrage, syndic etc... et donner une description des moyens humains et techniques qu'il met en œuvre pour la réalisation des travaux qu'il sous-traite.

### • modalité de paiement direct :

Pour les sous-traitants, le titulaire du marché joint en triple exemplaire au projet de décompte une attestation de délégation de paiement indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, ainsi qu'une copie de la facture correspondante, émise par le sous-traitant à l'ordre de l'entreprise principale (cette facture pouvant être acceptée ou rectifiée par l'entreprise principale, titulaire du marché) ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

## ■ ENVOI DES DÉCOMPTES MENSUELS ET FINAL

L'entrepreneur envoie au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception postal son projet de décompte accompagné d'une demande de paiement sur papier à en-tête comportant les indications précisées dans l'article 13 du C.C.A.G.

## 4 - DURÉE DU MARCHÉ - DATE EFFET - PÉNALITÉS

### ■ DÉLAI D'EXÉCUTION

Le délai d'exécution est fixé à **4 mois maximum**, y compris la période de préparation.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution.

### ■ PROLONGATION DU/DES DÉLAI(S) D'EXÉCUTION

Il est précisé que le délai d'exécution des travaux sera prolongé dans les conditions fixées à l'article 19 du C.C.A.G.

### ■ PÉNALITÉS

#### • pénalités pour retard dans l'exécution des travaux :

Le montant de la pénalité et de la retenue prévues pour retard sur délai d'exécution est fixée, par jour de retard, à 1/1000 du montant du marché sans être inférieure à 150 euros hors taxes.

*100 € par jour calendaire de retard en cas de :*

- Retard dans la remise de documents tels que Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.), fiches techniques, planning, plans d'exécution, dossier technique,
- Retard de plus d'1/2 heure ou absence injustifiée au rendez-vous de chantier,
- Insuffisance de propreté ou de tenue en état du chantier et des dépassements du délai d'une journée après mise en demeure visant au respect de cette obligation,
- Retard suite à une prescription du maître d'œuvre et des dépassements du délai indiqué dans la mise en demeure.

**Aucune exonération ne sera appliquée.**

### ■ REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX D'INTERVENTION

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sur lesquels le titulaire intervient. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux.

## 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ

### ■ CAUTIONNEMENT

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement.

### ■ AVANCE

Une avance est accordée au titulaire du marché. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct, conformément à l'article 110 du décret 2016-360.

## 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES TRAVAUX ET PRODUITS

Se reporter au C.C.T.P.

## 7 - PRÉPARATION, COORDINATION, EXÉCUTION DES TRAVAUX

### ■ MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL - INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

Chaque entreprise attributaire et/ou son, ou ses sous-traitants, devront tenir à disposition sur le chantier un état nominatif du personnel présent sur lequel sera annexé copie des titres de travail des salariés étrangers hors Union Européenne, ainsi que la copie des récépissés des déclarations préalables à l'embauche des salariés embauchés depuis moins d'un mois.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

### ■ ORGANISATION, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES CHANTIERS

Installation du chantier :

Il est rappelé que l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Aucun dépôt de matériel ou matériaux et aucun atelier de chantier ne doivent être établis à l'intérieur des bâtiments sauf disposition contraire du projet d'installation de chantier ou autorisation écrite spéciale du maître d'ouvrage.

## 8 - CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

### ■ RÉCEPTION

La réception des ouvrages a lieu à l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à l'exécution de l'opération.

La date d'effet de la réception est celle de l'achèvement de l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération.

Les opérations préalables à la réception sont stipulées à l'article 41.2 du C.C.A.G.

Il en résulte un procès-verbal.

## 9 - ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur et ses sous-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code Civil,

Au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, établie par la compagnie d'assurance et précisant le délai de validité, dans la mesure où celle remise dans la soumission au marché, ne serait plus valide.

## 10 - RETENUE DE GARANTIE

Le marché public peut prévoir, à la charge du titulaire, une retenue de garantie qui est prélevée par fractions sur chacun des versements autres qu'une avance, au sens des articles 122 ; 123 et 124 du Décret 2016-306. Le montant de la retenue de garantie ne peut être supérieur à 5 % du montant initial augmenté, le cas échéant, du montant des modifications du marché public en cours d'exécution.

## 11 - CHANGEMENTS DANS L'ENTREPRISE

En cas de :

- changement de raison sociale, ou de dénomination sociale ou de compte à créditer,
- changement dans la structure de l'entreprise entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale :
- transformation de la SA en SARL,
- reprise en location gérance,
- fusion, absorption, scission...
- mise en redressement judiciaire (poursuites d'activité),

Le titulaire du marché s'engage à transmettre au maître d'ouvrage, en recommandé les documents précisant les modifications intervenues au cours du marché tels que :

- copie de la publicité parue au journal d'annonces légales,
- copie du procès-verbal de l'assemblée générale de la société relatant la décision,
- copie de l'ordonnance du tribunal de commerce,
- extrait KBIS.

L'information doit être faite au maître d'ouvrage, par le titulaire dès qu'il en a connaissance, et les documents transmis dès leur établissement.

## 12 - RÉSILIATION - MESURES DE RÉSILIATION

### ■ RÉSILIATION

Le marché peut être résilié dans les conditions fixées aux articles 45 et 46 du C.C.A.G.

La résiliation est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception à l'entrepreneur défaillant.

La lettre fixe la date de résiliation.

### ■ MESURES DE RÉSILIATION

L'entrepreneur est tenu d'évacuer le chantier et ses annexes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage et qui ne peut être inférieur à un mois. Il ne peut refuser de céder, au maître d'ouvrage, les ouvrages provisoires et le matériel construit spécialement pour le chantier en cause ainsi que les matériaux approvisionnés pour l'exécution des ouvrages ordonnés. La cession est faite au prix convenus au marché ou à défaut à ceux fixés par décision des experts.

à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ Bon pour marché de travaux,

Le maître d'ouvrage

Les entreprises

Lot n°01 ITE

Lot n°02 ISOLATION INTERIEURE et COMBLES

Lot n°03 ISOLATION SOUS SOL

Lot n°04 CHAUFFAGE

Lot n°05 VENTILATION

Lot n°06 ENDUITS FACADES

Lot n°07 MENUISERIES EXT ALU